



L'ENJEU IRANIEN

**Entre modernisme et tradition islamique, l'Iran à la
recherche d'un nouvel équilibre.**

Mémoire de géopolitique du Chef d'Escadron Jean-Noël BLANC

dans le cadre de l'étude dirigée

« Géopolitique du Proche et Moyen-Orient »

Directeur : Ambassadeur Marc BONNEFOUS

Février 2001

L'enjeu iranien

Entre modernisme et tradition islamique,
l'Iran à la recherche d'un nouvel équilibre.

Sommaire

Partie I:

L'Iran face aux nombreux défis de la transition politique

Partie II:

L'Iran, une position géopolitique majeure, des ambitions régionales à reconstruire

Partie III:

L'Iran, à la recherche d'une réhabilitation et d'une stature internationale

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Titre du Mémoire : L'enjeu iranien : entre modernisme et tradition islamique, l'Iran à la recherche d'un nouvel équilibre. GBLANC_J0404.DOC
2. Identité de l'auteur : Chef d'Escadron (terre) Jean-Noël BLANC (France)
3. Date de la rédaction : Mars 2001.
4. Division de l'officier stagiaire : A6
5. Nature du travail : Mémoire de géopolitique.
6. Résumé de synthèse du travail :
La révolution islamique de 1979 a isolé l'Iran sur la scène internationale et s'est traduite par un déclin du rôle géopolitique du pays au Moyen-Orient. Depuis l'arrivée d'un président réformateur en 1997, l'Iran tente cependant d'accéder à une nouvelle légitimité internationale mais se heurte à la fois à l'hostilité continue des Etats-Unis et à une dyarchie constitutionnelle qui nuit considérablement à l'évolution interne du régime.
Comment sortir d'une révolution religieuse sans reniement du passé, telle est la problématique actuelle de l'Iran.
7. Mots clés : Problèmes iraniens.

Table des matières

<u>Table des matières</u>	4
INTRODUCTION	5
I°-L’Iran, face aux nombreux défis de la transition politique.....	7
1.1 Un président populaire, des institutions bloquées.....	7
1.2 Une cohabitation à l’iranienne, impossible dyarchie au sommet de l’Etat.....	9
1.3 L’économie, l’autre défi des réformateurs	14
II°-L’Iran, une position géopolitique majeure, des ambitions régionales à reconstruire....	18
2.1 L’Iran, pivot de la géostratégie du Golfe.....	18
2.2 Téhéran, Bagdad, Ryad : trois capitales pour un seul Moyen-Orient.	19
2.3 Influence perse versus suprématie ottomane.....	22
2.4 L’Iran, l’Asie Centrale et l’Afghanistan : les enjeux importants de la stabilité.....	24
2.5 L’axe russe, l’alliance de circonstance.	25
III°-L’Iran, à la recherche d’une réhabilitation et d’une stature internationale.	29
3.1 Les relations Iran-Europe : la diplomatie de l’ambivalence.	29
3.2 Etats-Unis versus Iran : l’impératif nécessité du dialogue.....	32
CONCLUSION.....	36
BiBliographie	37
Annexes.....	37

INTRODUCTION

16 janvier 1979, le shah d'Iran quitte Téhéran pour ce que chacun sait être un départ définitif. La rue exulte, les religieux bien sûr, les organisations d'extrême gauche, mais aussi la bourgeoisie aisée, les Tcha-Dior comme on disait à l'époque. Tous réunis sous le même étendard, l'Islam de KHOMEYNI. Vingt ans plus tard, cette révolution islamique, nourri d'égalitarisme, de tiers-mondisme, d'antisionisme et d'antiaméricanisme a échoué. Les idées universalistes de l'Islam iranien n'ont plus de prise sur le monde musulman et le régime révolutionnaire se retrouve sur la scène intérieure comme sur un plan international dans une situation de délicate transition. Délicate, car à l'aube du XXI^e siècle, l'Iran apparaît encore comme un état théocratique, c'est-à-dire un état qui fait de la religion musulmane la source de la législation et impose à ses ressortissants de respecter les commandements de la religion comme lois de l'Etat. Aujourd'hui, la République Islamique d'Iran (RII) subordonne toujours le politique au religieux et présente une confusion entre les deux ordres qui se révèle de plus en plus problématique. Entre le Président de la République et le Guide suprême de la révolution (velayat fagui), les jeux de pouvoir minent en effet le régime de l'intérieur et surtout bloquent le pays dans un impossible duo au sommet de l'Etat. Cette notion d'état théocratique, qui suppose une évacuation de toute différenciation entre l'adhésion à une communauté religieuse et l'appartenance à une collectivité politique, s'est pourtant récemment et à plusieurs reprises révélée de moins en moins pertinente aux yeux du peuple iranien. La vox populi « contestataire » s'est farouchement exprimée dans un sens réformateur en 1997, élisant M.KATHAMI aux élections présidentielles et confirmant cette option plus « libérale » aux municipales de 1999 puis à l'occasion de l'important scrutin législatif de l'année 2000. Néanmoins, les conservateurs du régime des Mollah, très attachés aux critères d'Islamité conservent une sphère d'influence omnipotente qui fige terriblement la marge de liberté du président.

Par itération, cette situation de blocage institutionnel impacte fortement l'image régionale et internationale de l'Iran. Toujours qualifié de « rogue states » par

la superpuissance américaine, la RII demeure pour l'étranger un pays toujours aussi difficile à déchiffrer, rendant aléatoires les investissements extérieurs privés.

Fortement contrainte par son cadre d'action institutionnel, l'Iran aspire pourtant à retrouver peu à peu une stature géopolitique régionale et une nouvelle légitimité internationale. Force est de constater qu'il peine aujourd'hui à trouver ce second souffle.

Au regard de cette situation transitoire et ambiguë, marquée par la vivacité des conflictualités internes et externes, nous sommes donc légitimement en droit de nous demander si la volonté réformatrice exprimée par le peuple iranien marque une réelle rupture avec l'esprit de la révolution islamique de 1979, traçant la voie vers une « démocratie islamiste », propre à une réhabilitation internationale ? Les incertitudes qui pèsent sur la stabilisation du régime ne risquent-elles pas à l'inverse de confiner sur le long terme la République Islamique d'Iran dans une situation d'immobilisme et d'isolement. L'Iran est bel et bien confronté à l'épreuve de sa légitimité démocratique et de sa légitimité internationale.

Fort de cette mise en perspective, nous nous attacherons dans une première partie à développer notre réflexion autour d'une approche politique, sociologique et économique du problème iranien, en concentrant notre analyse sur les défis induits par le succès du courant réformateur.

La seconde partie du mémoire aura pour objectif de situer l'Iran contemporain dans son « étranger proche », dans la mesure où la position géographique du pays lui confère une stature géopolitique régionale qui est à reconstruire dans sa globalité.

En troisième partie, nous prolongerons la réflexion en élargissant le cercle d'étude aux relations de la République Islamique d'Iran avec le monde occidental et nous nous attacherons à montrer que l'ambivalence de ces relations constitue incontestablement un obstacle de poids à la réhabilitation politique de l'Iran sur la scène internationale.

L'année 2001 sera marquée à Téhéran par la fin du mandat du Président réformateur Mohammad KHATAMI. Et pour la première fois, l'élection présidentielle –fixée au 8 juin 2001- aura lieu dans un climat de fronde, auquel, fait inhabituel, s'est joint le Président en personne. En faisant un aveu public de quasi impuissance l'homme que les iraniens ont porté à la présidence en mai 1997 porte aujourd'hui sur la place publique les limites du pouvoir présidentiel, confirmant les dysfonctionnements des institutions de la République islamique. Ainsi, en déclarant le 6 décembre 2000, « je dois admettre qu'après trois ans et demi de présidence, je n'ai pas les pouvoirs suffisants pour faire appliquer la constitution, qui est l'une de mes plus importantes responsabilités »¹, M. KHATAMI affichait clairement son immobilisme de fait, en dépit d'une légitimité électorale incontestable.

Mais si cette situation de blocage n'est pas nouvelle à Téhéran, la nouvelle donne politique s'accompagne aujourd'hui d'une nouvelle donne sociologique, que le pouvoir religieux ne peut plus désormais ignorer. En effet, contrairement à l'ère Khomeiny et à la première période de la révolution, le peuple iranien adhère moins aujourd'hui qu'hier à la prééminence du dogme religieux. En parallèle de cette remise en cause, la situation économique du pays, impose à l'Iran de sortir rapidement de son isolement pour répondre aux aspirations d'une population composée à 65% de jeunes de moins de 20 ans. L'Iran doit ainsi résoudre une équation à trois variables qui s'inscrit dans une problématique interne à la fois politique, sociologique et économique.

I°-L'Iran, face aux nombreux défis de la transition politique.

1.1 Un président populaire, des institutions bloquées.

Parmi les pays musulmans, l'Iran est l'un de ceux qui ont connu le plus de mouvements politiques et révolutionnaires durant le XX^e siècle. Il y a eu la révolution constitutionnelle de 1905-1911 où des groupes modernisés chez les intellectuels, les marchands et quelques membres influents du clergé ont exigé la fin de l'autocratie royale et un régime politique moins despotique. Le mouvement a échoué

¹ In Le Monde, « impossible duo au sommet de l'Etat », 27 novembre 2000.

et le régime autocratique de Mohammad Ali chah s'est instauré avec l'aide active de la Russie tsariste. Il y a eu le mouvement nationaliste de 1950-53 où le Premier ministre Mossadegh, en s'appuyant sur les nouvelles classes moyennes urbaines, a tenté de frayer précocement une troisième voie (son fameux équilibre négatif entre les deux blocs du capitalisme et du socialisme), mouvement qui a été brisé par le coup d'Etat organisé par les services secrets occidentaux et une partie de l'armée iranienne pour ramener le chah au pouvoir. Enfin la révolution islamique de 1979 a mis fin à l'autocratie de Mohammad Réza chah mais a rapidement abouti à un populisme puritain et patriarcal sous l'égide de l'imam Khomeiny.

En 1997, après presque deux décennies de pouvoir théocratique, l'Iran a vu apparaître une nouvelle génération qui a remis progressivement en cause l'héritage révolutionnaire. Trois mouvements sociaux majeurs ont en effet façonné le visage politique actuel de la RII. La nouvelle jeunesse, les femmes et les intellectuels, mais ces trois mouvements n'ont toujours pas de véritable armature institutionnelle. Ni le mouvement des femmes, ni celui des jeunes, ni celui des intellectuels ne se sont dotés d'une institution politique ou même syndicale ou associative, susceptible de les agréger en une mobilisation politique. D'un point de vue strictement électoral aujourd'hui, deux groupes se font donc face, les conservateurs et les « modérés », dans une position relativement statique, proche du blocage. Si les élections législatives de 2000 semblent avoir marqué un point de non-retour, confirmant l'aspiration réformatrice du peuple, il ne faut donc pas s'attendre pour autant à des changements structurels rapides en politique intérieure. En effet, s'il y a bien eu inversion du rapport de force initial et modification réelle du champ social et culturel, il n'y a eu en revanche aucun rapprochement structurel, aucune unification, ni aucune élaboration d'un éventuel programme commun entre les trois courants qui ont successivement contribué à l'élection d'un président libéral en 1999 et d'une Assemblée à majorité libérale en 2000. Outre l'absence, à ce jour, de programme commun, les modérés doivent tenir compte du maintien, à la plupart des leviers de commandes, des conservateurs, qui sont d'autant moins enclins à faire des concessions qu'ils sentiront leur influence faiblir, ce qui pourrait à la limite conduire à une radicalisation du régime. Ainsi, la marge de manœuvre des modérés, et plus particulièrement de l'ayatollah KHATAMI, le président de la République, semble de facto limitée, dans la mesure où d'éventuels débordements de ses fidèles pourraient

servir de prétexte à la prise par les conservateurs de mesures coercitives visant la liberté des personnes ou de la presse, comme cela a été à plusieurs reprises le cas dans un passé récent, à l'encontre notamment du quotidien salam ou des mouvements étudiants.

1.2 Une cohabitation à l'iranienne, impossible dyarchie au sommet de l'Etat.

Au-delà de ses déclarations de principe, le président KHATAMI s'efforce donc davantage de gérer une cohabitation à l'iranienne, impossible sommet au duo de l'Etat, en permettant au guide suprême de sauver la face et d'apparaître comme un arbitre, rôle qu'il n'a cessé d'avoir depuis deux ans (feu vert à l'arrestation des fonctionnaires responsables de l'assassinat des écrivains en décembre 1998, condamnation des étudiants mais démission des chefs de la police lors de la crise de juillet 1999). Dans ce contexte de dyarchie, le guide apparaît paradoxalement comme le seul contrepoids au courant réformiste, facteur qui renforce son rôle et le place en position de rempart contre un « coup » des conservateurs, lesquels ne peuvent agir sans son assentiment. L'action du guide est donc plus que jamais centrale. Les mesures « libérales » font toujours l'objet de tractations en coulisse entre le président et le guide, traduisant le partage cohabitationniste entre le domaine réservé du guide et le domaine du gouvernement. C'est la raison pour laquelle M. KHATAMI a suggéré qu'il était nécessaire de « dissiper les ambiguïtés afin que le président puisse assumer ses fonctions en toute autorité »². M. KHATAMI pointe désormais ouvertement l'un des problèmes majeurs auquel se heurte la transition en RII : les contradictions inhérentes à la structure du pouvoir. Ce n'est pas la première fois en vingt ans que ce problème se pose, mais la lutte entre les hiérarques du régime s'étaient généralement réglée par le biais de conciliabules au sommet de l'Etat. Cependant aujourd'hui, les iraniens ne comprennent plus le report des réformes et les silences d'un président légitimement issu des urnes. M. KHATAMI avait en effet fait du respect de la loi et de la Constitution son principal credo, et de l'instauration d'un état de droit son objectif premier. Il a dû se résoudre à un double constat : d'une part, les lois sont suffisamment ambiguës pour souffrir les interprétations les plus diverses et, d'autre part, les prérogatives présidentielles

sont circonvenues quasi systématiquement par celles d'autres instances, officielles ou parallèles, singulièrement par les pouvoirs du guide de la république Islamique l'ayatollah Ali KHAMENEI. Le guide cumule en effet les fonctions de commandant en chef des forces armées et des forces paramilitaires. Il nomme la moitié des membres du Conseil des Gardiens de la révolution –sorte de conseil constitutionnel- ainsi que le chef du pouvoir judiciaire et le directeur de la radio télévision. Il tranche, en dernière instance, les conflits que les organismes d'arbitrage n'ont pas été en mesure de régler ; Il définit enfin la politique générale de l'Etat, et ses représentants doublent pratiquement toutes les instances de décision. Dès lors la marge de manœuvre du président est réduite. Le critère de conformité à l'Islam ou « d'Islamité », concept très flou et laissant place à l'arbitraire, justifie tous les blocages : blocage des candidats à la candidature aux élections, blocage des lois, même lorsqu'elles ont déjà été adoptées par le Parlement³.

Il ne faudrait pas cependant considérer l'ouverture Khatamiste comme un reniement total de la République Islamique. Nombre d'intellectuels ont participé à l'islamisme politique du début de la révolution, mais depuis quelques années, désenchantés, ils ont renoncé à la version rigoriste et politisée de l'Islam prônée par le Velayat fagui. Que ce soit au nom de l'islam ou de la modernité, ils refusent désormais l'imbrication du politique et du religieux postulé par l'Islam révolutionnaire et souhaitent dissocier la gestion de la société de l'allégeance à l'idéologie activiste et religieuse. Ainsi, à un islamisme antidémocratique, qui prétend régir la vie de l'individu jusque dans ses moindres détails, s'oppose désormais une vision beaucoup plus ouverte de l'Islam qui se décline principalement sous deux formes. Certains de ces intellectuels, laïques ou clercs, réduisent la fonction de l'islam à celle d'un garde-fou, l'intervention du docteur de la loi se limitant à leurs yeux au contrôle des lois pour qu'elles ne soient pas anti-islamiques. Le rôle du clerc n'est plus d'être à la tête de l'état, mais plus modestement, de vérifier que les lois ne contredisent pas l'islam (telle est la position des clercs comme MONTAZERI ou KADIVAR). La seconde attitude consiste à faire de l'islam une affaire purement spirituelle et intérieure qui n'a nul besoin de se transcrire dans le registre politique (c'est le cas d'intellectuels comme SOROUSH). Le président M. KHATAMI s'inscrit dans ces mouvances. S'il a su habilement prendre à son compte certaines des

² Idem 1

« aspirations » de la société civile, il n'est nullement le héraut de celle-ci. Il est, au contraire, très représentatif de la classe politique issue de la révolution de 1979, dont il a été un militant de la première heure. Il ne peut donc passer pour un « dissident » d'une république islamique dont il est un pur produit. Il est une figure de recomposition plutôt que de rupture. En admettant cependant le caractère évolutif de la notion même de guide suprême, base de la légitimité religieuse de la république, M. KHATAMI a ouvert la voie d'un intense débat dans le pays. La gauche réformatrice, qui soutient KHATAMI, tend à avoir une acception fonctionnelle de la fonction du Guide, en terme de délégation. La droite, elle, incline à y voir un principe de transcendance. Néanmoins, un nombre croissant d'acteurs de la société iranienne, y compris au sein du clergé ou de la droite conservatrice, accepte implicitement la dissociation des champs religieux et politique. Ce qui constitue un acquis majeur -et paradoxal- de l'institutionnalisation de la République Islamique. La réconciliation entre légitimité religieuse et légitimité démocratique constitue bel et bien le débat majeur et structurant du futur de l'Iran à court terme.

En dépit de toutes les ambiguïtés du pouvoir, c'est apparemment le scénario de la recomposition progressive du régime qui semble devoir l'emporter aujourd'hui. En effet, marqué par une très forte participation électorale (70%), les résultats du scrutin législatif de l'année 2000 témoignent de l'apparition de nouveaux éléments de sociologie électorale.

D'une part, le retrait des clercs du devant de la scène politique. Ainsi, seuls 25 clercs ont été élus aux élections législatives, mais ce désengagement de fait du clergé n'équivaut pas pour autant à son retrait du politique. Il est trop présent dans les rouages de l'Etat et de l'économie pour qu'une séparation nette du religieux et du politique, sur le modèle de la laïcité française, soit concevable. En revanche, les deux sphères ne cessent de se différencier et de se spécialiser. Plus conjoncturellement, une bonne part du clergé, y compris celui qui est réputé conservateur, n'entend pas assumer les excès sanglants des extrémistes et des services de sécurité dans leurs tentatives de bloquer la transition politique. Quelles qu'en soient les raisons, la distanciation du clergé par rapport aux institutions ne signifie pas la déislamisation de ces dernières : l'Islam politique est porté davantage

³ cf annexes 1 et 2 : Les Institutions de la RII / Les principales forces politiques en RII.

par de nouveaux acteurs, largement laïques, engendrés par la révolution de 1979, et par son institutionnalisation progressive, y compris sous la forme de la revendication Khatamiste d'un Etat de droit, que par le clergé stricto sensu.

D'autre part, d'un point de vue sociologique, les députés du récent parlement sont pour l'essentiel issus du milieu des nouveaux intellectuels islamiques. Ils apparaissent comme des intellectuels organiques de la République, sans doute soucieux d'en libéraliser, voire d'en démocratiser les institutions.

Enfin, la participation croissante des femmes à l'espace politique constitue un fait tout aussi révélateur. Certes, elles ne sont pas plus nombreuses dans le parlement. Mais ces nouvelles élues sont toutes des réformatrices au contraire du parlement sortant.

Malgré ces évolutions notables, force est de constater que le parlement demeure un centre de pouvoir parmi d'autres, et que les conservateurs gardent de solides atouts institutionnels. Le conseil des gardiens de la révolution, l'Assemblée des experts, la Justice et surtout les services de sécurité demeurent des bastions des conservateurs, dont l'expérience a prouvé qu'ils n'étaient pas regardants sur les moyens de la restauration autoritaire. Dans ce contexte, si transition démocratique il y a, elle sera progressive et « pactée » car le potentiel de violence politique demeure élevé dans la société iranienne. D'une part, les réformateurs devront continuer de ménager les forces qui, dans l'ombre, résistent à leur projet et persistent à défendre leurs intérêts spécifiques. De l'autre, la propension de cette classe réformatrice à maintenir son unité contre vents et marées de la lutte entre factions est loin d'être avérée, et ce d'autant plus que la base électorale n'est pas unifiée dans un mouvement commun. La reprise sporadique de la violence politique rend en effet ambivalente toute approche optimiste sur l'évolution du régime. Des lieux mal pensant ont ainsi été mis à sac par les Ansari (militants conservateurs) en septembre 1998 et deux ministres de M. KHATAMI ont été agressés tandis qu'en novembre un autobus transportant des ressortissants américains était lapidé. Mais au-delà de la violence de rue, plus obsédante est la persistance de la violence

terroriste : le meurtre de l'ancien directeur de l'administration pénitentiaire, A. LADJERVARDI ou bien encore la liquidation de D. FOTOUHAR, le leader historique du parti nationaliste du peuple d'Iran et de son épouse le 22 novembre 1998 ainsi que de plusieurs intellectuels, témoignent de la combativité des Moudjahidin du Peuple et confirment que l'Iran n'a pas définitivement rompu avec une longue tradition d'assassinats politiques.

Malgré ce climat réel de censure et de pression, les libertés publiques, en particulier celles de la presse, ont connu un essor sans précédent depuis l'accession à la présidence de M. KHATAMI. A contrario, la répression exercée par le courant conservateur s'est aggravé dans les mêmes proportions, notamment à l'encontre des médias. Les médias constituent en effet l'arène centrale de la confrontation. Face à la radio, à la télévision, aux nombreuses publications contrôlées par les conservateurs, une pléiade de revues et quotidiens militent pour un aggiornamento. Les journalistes défendent les principes qui ont été les thèmes majeurs de la campagne électorale et du nouveau président : l'Etat de droit, les libertés publiques, les droits de la personne, le pluralisme politique. Directement impliquée dans cette lutte parfois meurtrière, l'institution judiciaire occupe également une place de choix. Relevant du domaine du guide suprême, elle échappe au contrôle des pouvoirs législatif et exécutif. Pour le chef de l'institution judiciaire, l'ayatollah M. YAZDI « la justice ne tire pas sa légitimité du peuple, mais de l'Islam »⁴. Quant aux lois, nombre d'entre elles sont ambiguës. La liberté d'expression est, par exemple, garantie à condition qu'elle « ne porte pas atteinte à l'Islam » ou bien, si elle n'est pas « utilisée pour semer la confusion dans les esprits »⁵. Les tribunaux d'exception, tels que le tribunal des clercs et les tribunaux révolutionnaires, font certes figure d'archaïsmes mais ils constituent encore aujourd'hui des moyens de répressions conséquents et opposables au réformisme le plus déterminé.

Dans ce contexte où finalement le véritable enjeu de la bataille est peut-être plus idéologique et ne saurait se réduire au simple exercice physique du pouvoir, M. KHATAMI est conscient du fait qu'il doit faire ses preuves sur un terrain longtemps considéré comme la chasse gardée des conservateurs, à savoir l'économie.

⁴ In Le Monde Diplomatique, juin 1999.

1.3 L'économie, l'autre défi des réformateurs

Dans le domaine économique, le président s'efforce en effet d'apporter les améliorations matérielles que son électorat attend. L'établissement de relations stratégiques, sur les plans économique et politique, avec l'extérieur, en particulier avec l'Europe, est de ce point de vue crucial. La récente signature d'un contrat avec Shell démontre aux adversaires que la détente avec l'occident peut être bénéfique. En ce sens, les objectifs de M.KHATAMI vont au-delà de l'économie et visent des liens stratégiques durables et non de simples échanges commerciaux. Il est convaincu que les différences peuvent être dépassées par l'exercice de la raison et le dialogue ; Son discours d'ouverture ne peut que déplaire à tous ceux qui, tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, se complaisent dans l'exclusivité de leur cause. En revanche, certains conservateurs ont déjà d'ores et déjà commencé à s'adapter à ce changement politique. Comme l'a relevé l'un des principaux religieux du régime, « le nouveau courant estime que la compétition doit s'opérer dans un cadre politique rationnel (...) il n'y a d'autres choix que celui de reconnaître la nécessité de réformes et de se conformer aux règles du jeu de la société civile »⁶. C'est dans ce constat que réside le véritable triomphe du mouvement réformateur. Peu importe les gagnants ou les perdants, ce qui compte pour le peuple comme pour les observateurs étrangers, c'est de savoir si le système hégémonique a changé ou non. Pour A. NOURI, candidat conservateur défait aux présidentielles de 1997, le changement se révèle également inévitable : « une invasion d'armées peut être combattue, mais non une idée dont le temps est venu »⁷, ce qui est plutôt un signe encourageant.

Aujourd'hui, la situation économique de l'Iran demeure toujours instable. Malgré d'importantes ressources agricoles, minérales et surtout fossiles, l'économie iranienne est stagnante et satisfait difficilement aux besoins croissants d'une population en forte expansion qui compterait aujourd'hui de 65 à 68 millions d'habitants. Sa jeunesse, avec 65% de moins de vingt-cinq ans constitue sa

⁵ Idem.

⁶ Reuters, 3 novembre 1999.

principale caractéristique avec de la part de l'Etat, un gros effort de scolarisation. Le chômage est important, et atteindrait 15% d'environ 17 millions d'actifs. L'économie iranienne souffre en réalité de deux maux. Le premier, le plus important, tient à ce qu'elle vit repliée sur elle-même, en raison du blocus dont elle fait l'objet de la part des Etats-Unis, et qui ne concerne pas que les firmes américaines, puisque la loi d'Amato-Kennedy sanctionne aussi toute entreprise étrangère qui investirait plus de 20 millions de dollars en Iran. Le récent assouplissement que Washington lui a apporté pour l'exportation des tapis et des pistaches, constitue certes un signe, mais de portée encore limitée. Le second mal tient à ce que l'économie est restée dirigiste, fermée, non encore touchée par le libéralisme, et soumise à une réglementation rigoureuse et touffue.

D'autre part, l'économie iranienne, en dépit de son repliement sur elle-même, mais du fait du poids prépondérant qu'y occupent depuis le début du siècle le pétrole et maintenant le gaz, est une économie souvent décrite comme administrée et fluctuante selon le prix du pétrole. La trop grande dépendance de l'Iran à l'égard de la rente pétrolière nuit ainsi à la stabilité des indices économiques : la baisse des cours des hydrocarbures se traduit toujours et automatiquement par une pénurie de devises, un accroissement du déficit budgétaire et une dépréciation de la monnaie. Dans ces conditions, l'Iran, en dépit d'efforts répétés pour optimiser sa nouvelle image, peine à s'imposer comme une zone d'attraction pour les investisseurs compte tenu de l'absence de dynamique globale de libéralisation économique. Sur le plan politique, le président KHATAMI a dû compter avec la résistance des conservateurs, par ailleurs peu séduits par le cours nouveau des relations irano-américaines. Il n'en reste pas moins que pour certains responsables du monde économique, les iraniens auraient tendance à adopter, lorsqu'ils disposent de marges plus ou moins importantes en raison du cours du brut élevé, des attitudes arrogantes à l'égard de l'étranger et, à avoir, au contraire, lorsque les cours sont bas, des comportements plus ouverts allant jusqu'au recours à des financements et à des aides étrangères.

L'or noir, qui depuis sa découverte en 1906, a fait de l'Iran le deuxième producteur de l'OPEP, avec 8 % de la production mondiale est et va rester la pièce maîtresse de l'économie et de la politique iranienne pour de nombreuses années

⁷ In Politique Etrangère, 1/2000.

encore. Mais l'Iran se trouve désormais également confronté au délicat problème de l'exploitation de ses immenses réserves gazières, qui placent le pays au deuxième rang mondial, avec 15% des réserves prouvées (21000 milliards de m³)⁸ dans le monde. Ces réserves sont encore très loin d'être normalement exploitées, atteignant à peine un niveau de 80 milliards de M³ par an, analogue à celui de la production britannique ou des Pays-Bas mais avec un énorme potentiel de montée en puissance par rapport aux productions russe (570 milliards) et américaine (530 milliards). Leur mise en exploitation nécessitera non seulement des capitaux forts importants qui dépassent l'ampleur de ceux dont dispose le pays, mais, plus encore l'établissement de relations commerciales portant sur de longues durées, tant avec les états étrangers importateurs de gaz qu'avec de grandes multinationales dont la compétence en la matière est indispensable. Le contexte politique difficile dans lequel s'inscrivent ces tentatives de développements des ressources nationales se révèle comme un facteur déterminant pour l'économie iranienne toute entière. Pour accroître l'intérêt que les compagnies internationales pourraient avoir pour les projets en Iran, à l'heure, où plus que jamais, investisseurs et institutions financières se doivent d'avoir une approche sélective des projets, des risques qui leur sont associés et des perspectives de ressources attendues des investissements, l'Iran se doit d'adapter impérativement son cadre légal et réglementaire à ces données.

Aujourd'hui, la remontée des cours du pétrole a redonné un peu d'oxygène à l'Iran et rend moins pressante l'urgence d'ajuster les structures de l'économie à son environnement international. Mais il est à craindre que l'opacité et les incertitudes inhérentes au régime actuel, si elles devaient perdurer, ne se traduisent finalement par un certain désinvestissement, au moins de la part des plus petits opérateurs. Aussi, dans ce contexte ambigu, le dynamisme réel de l'économie risque de procéder davantage de sa dimension informelle -fraude, contrebande et trafic notamment d'opium- on voit mal alors comment cette évolution pourrait assurer la mise à niveau rapide de l'appareil productif. C'est là aussi un défi majeur à relever pour les réformateurs.

⁸ In Défense Nationale, « Aperçu sur l'Iran », Ph MARCHAT, novembre 2000.

Actuellement, la cohabitation à l'iranienne se caractérise incontestablement par un déséquilibre structurel qui oppose un pouvoir absolu à une légitimité populaire. Le président de la république, plébiscité par 70% de ses concitoyens demeure virtuellement impuissant face au guide doté de prérogatives qui le dispensent de tenir compte de l'aspiration profonde du peuple. Au-dessus des lois puisqu'il est l'interprète de la volonté du Prophète et de ses successeurs, les douze saints imams, il recueille de plus les bénéfices, en totalité ou en partie, des fondations dites caritatives, en réalité des holding économiques, qui génèrent des fonds considérables, dont le guide dispose comme il l'entend, notamment en finançant le clergé et ses institutions, moyen supplémentaire de garantir leur dépendance à son égard. Au regard de ce déséquilibre manifeste du rapport de force, le bilan de la « cohabitation » est loin d'être négatif pour le président de la république, qui achèvera son mandant en juin 2001. M. KHATAMI a réussi à populariser un certain nombre de concepts (le droit ; le multipartisme, l'alternance), à avaliser l'extension des libertés publiques, à assurer la tenue des élections locales et nationales, à renouer, avec plus ou moins de succès, le contact avec l'Occident banni. A contrario, le guide, l'ayatollah KHAMENEI, a subi de sérieux revers. En effet, l'ampleur de la contestation populaire, qui s'est exprimée à travers les urnes constitue un appel au changement que le guide ne peut ignorer. Ce changement passe par une ouverture, sollicitée en interne mais également impérieuse vis à vis de l'extérieur pour redonner à l'Iran, une stature géopolitique à la hauteur de ses ambitions régionales.

II°-L'Iran, une position géopolitique majeure, des ambitions régionales à reconstruire.

Avec la fin de l'Union Soviétique, la guerre du golfe et l'élection de M. KHATAMI à la présidence de l'Etat iranien en 1997, les relations de l'Iran avec son étranger proche, ses quinze voisins, ont constamment évolué. Elles ont pour objectif de rendre au pays la place que lui confère une position géographique exceptionnelle, au point que l'on a pu qualifier l'Iran « d'autre empire du milieu » entre le proche et le moyen orient.

2.1 L'Iran, pivot de la géostratégie du Golfe.

Plus que pour bien d'autres pays, l'importance géopolitique de l'Iran reste une donnée de base pour qui se penche sur cette région du monde. D'une superficie de 1 648 000 kilomètres carrés, trois fois celle de la France, l'Iran s'étend entre deux mers : la Caspienne, mer fermée au nord, et les golfes Persique et d'Oman, prolongement de la mer rouge et au-delà de l'océan indien, au sud. Par ailleurs, autres particularités, l'Iran n'a pas moins aujourd'hui de sept frontières différentes avec d'autres états : l'Irak à l'ouest ; La Turquie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan au nord ; L'Afghanistan et le Pakistan à l'est. L'implosion de l'URSS a eu, entre autres, comme effet, d'accroître le nombre des états voisins qui ne sont pas directement limitrophes mais qui présentent pour l'Iran un double intérêt ; d'une part du fait que ce sont aussi, pour la plupart, des républiques musulmanes, mais dans leur ensemble de rite sunnite, et d'autre part, du fait de leur ancienne appartenance à l'URSS, parce qu'ils sont dotés de régimes politiques et d'institutions différentes de celles de l'Iran. Selon Ph ; MARCHAT⁹, on peut ainsi distinguer trois marches qui constituent encore aujourd'hui le fondement du caractère éminemment central de l'Iran.

D'une part, la marche du Nord-est, à l'est de la Caspienne, est l'une des plus ouvertes et des plus exposées qui soit, sur la route naturellement empruntée par

les grandes invasions successives, celles des Scythes, des Mongols, des Huns puis enfin des Turcs au XIV^{ème} siècle. Aussi, est-ce bien là une zone naturelle de conflits.

D'autre part, la région du Nord-ouest entre l'Iran et l'Anatolie turque, limite géographique du Proche et du Moyen-Orient. Cette frontière est actuellement l'une des plus stables, par suite de l'absence de conflit ouvert avec le grand voisin turc.

Enfin, la marche de l'Est, qui s'ouvre quant à elle à la fois sur l'Afghanistan au nord et le Pakistan au sud. Elle présente pour l'Iran un grand intérêt politique et stratégique, même si historiquement l'Iran s'est toujours davantage orienté vers l'ouest et la Méditerranée que vers l'est. L'histoire récente de ces deux pays n'en constitue pas moins pour la RII une source d'inquiétudes permanentes.

Pour compléter ce premier panorama des relations de l'Iran avec ses nombreux voisins, il est important de souligner dans la région la montée en puissance du radicalisme sunnite, encouragé tant par le Pakistan que par l'Arabie saoudite. Or, il n'existe pratiquement pas en Asie Centrale de communauté chiite à l'exception des chiites d'Azerbaïdjan. Peut-être faut-il y voir indirectement, l'un des effets boomerang à long terme de ce qu'avait été, quelques années auparavant, l'apparition de la vague intégriste chiite provoquée, par le retour dans son pays de l'imam KHOMEYNI qui professait notamment que « la révolution islamique n'avait pas de frontière ». Cette situation de prosélytisme religieux n'est donc pas de nature à stabiliser une région, par tradition instable, et qui voit les facteurs de conflictualité se multiplier.

2.2 Téhéran, Bagdad, Ryad : trois capitales pour un seul Moyen-Orient.

Au sein de l'ensemble géopolitique du Golfe et du Moyen-Orient perturbé par des déchirures tout au long du XX^e siècle, l'Iran s'inscrit dans une dynamique générale de conflits. Sous le Chah, l'Iran a été pour l'occident un élément de stabilité, un « gendarme » du golfe et un allié d'Israël. Sous les couleurs de la révolution islamique, le même pays est devenu un élément de tension régionale et

⁹ Aperçu sur l'IRAN, Philippe MARCHAT. Défense Nationale n°11, novembre 2000.

un allié des pays arabes « radicaux » dans leur combat pour la libération de la Palestine. A l'apogée de son court règne, l'ayatollah KHOMEYNI a déclaré qu' « il n'y avait pas de frontière pour l'islam ». Mais la RII n'en a pas moins exalté l'esprit nationaliste et mené une politique régionale active et offensive ravivant les souvenirs du vieil empire persan. C'est d'ailleurs à l'occasion d'un différend essentiellement territorial que la révolution de KHOMEYNI a subi sa première épreuve face à l'Irak. Au-delà du contentieux sur le chott-el-arab, on est en droit de se demander si ce conflit n'avait pas finalement pour enjeu la suprématie régionale, tandis que grandissait dans les pays arabes la crainte du déferlement idéologique de la révolution iranienne chiite ? Les intérêts du régime irakien, laïcisé et nationaliste arabe, ont ainsi coïncidé avec ceux des monarchies du Golfe face à la menace que représentait le nouveau régime des ayatollah. Le rapprochement de fait entre Bagdad et Riyad s'inscrit dans un jeu politique qui s'articule depuis longtemps dans le golfe autour de Riyad, Téhéran et Bagdad, capitales qui se sont rapprochées ou affrontées selon les avatars de la guerre froide ou au gré des évolutions régionales. La rupture entre les deux capitales de la rive arabique du golfe, à la suite de l'invasion du Koweït en août 90, a été l'un des signes avant coureurs de la grande déflagration qui a fait de la région l'une des zones de turbulences de l'après guerre froide. Elle a été aussi marquée par l'avènement de l'ère américaine, qui laisse encore des traces vivaces entre l'Iran et ses voisins.

Parmi ces lignes de fracture, l'hostilité entre l'Iran et l'Irak reste la plus tenace, elle résume à elle seule la méfiance séculaire entre arabes et persans et la confrontation entre deux idéologies diamétralement opposées, le panarabisme du parti Ba'th et le radicalisme islamique inspiré par le clergé iranien. La deuxième guerre du Golfe a permis à Téhéran d'assister à l'écrasement de son ennemi et les deux camps restent aujourd'hui sur une position antagoniste. Toutefois, le contournement de l'embargo irakien par les eaux territoriales iraniennes montrent qu'une normalisation peut intervenir à la longue mais qu'elle dépend de l'évolution des deux régimes. Le président KHATAMI a abandonné le rêve d'exportation de la révolution islamique et a admis la perspective de normalisation avec le régime de Bagdad mais là aussi il s'oppose aux tenants de la ligne dure en Iran qui souhaitent soutenir toute forme de changement de régime à Bagdad [pour former au final un arc chiite entre l'Iran, l'Irak (où les chiites forment plus de la moitié de la population),

la Syrie, issu de l'active minorité alaouite liée au chiisme et le Liban sous influence syrienne et dont les chiites représentent la plus grande communauté religieuse (40% de la population)]. Si l'on peut envisager que l'Iran et l'Irak finissent par normaliser à terme leurs relations, ils ne semblent pas, en tout cas dans un proche avenir, pouvoir dépasser leurs querelles historiques pour verser dans cette hypothèse, qui tient plus de l'illusion que de la réalité.

Avec l'Arabie Saoudite, l'Iran a toujours évité l'affrontement direct. Les récents échanges diplomatiques, notamment la présence remarquée de l'Arabie Saoudite à l'OCI (Organisation de la Conférence Islamique) à Téhéran, en décembre 1997, a montré que les relations entre les deux voisins s'améliorent rapidement et que les querelles idéologiques et religieuses cèdent le pas au réalisme politique, ce qui est dans l'intérêt immédiat des deux capitales clés de la région du Golfe. Cet axe de décrispation s'est confirmé au moment où est montée la tension entre Téhéran et les Talibans afghans. A cet égard, les saoudiens ont adopté une attitude de bon sens en ne plaçant pas les tensions entre afghans et iraniens sur le plan de la vieille confrontation entre sunnites et chiites. L'apaisement peut donc apparaître profitable aussi bien à l'Iran dans sa quête de reconstruction qu'au leadership de l'Arabie Saoudite dans la région du Golfe.

Néanmoins, il est une constante de la politique étrangère iranienne qu'on ne saurait oublier pour situer la position de l'Iran dans son environnement proche : la recherche d'un allié arabe de poids dans la région. Depuis KHOMEYNI, il s'agit de la Syrie, qui en raison de calculs politiques et stratégiques et de sa traditionnelle rivalité avec l'Irak, a été avec constance l'allié de Téhéran. Ainsi, tout au long de la guerre avec Bagdad, Téhéran a considéré Damas comme un élément clé car il privait l'Irak d'une profondeur territoriale sur son front ouest et ouvrait à l'Iran le chemin du Liban où il est devenu un acteur impliqué dans le conflit du Moyen-Orient. La lutte commune contre Israël est, en effet, le deuxième motif principal de l'alliance syro-iranienne. Dans cette perspective anti-sioniste, les tentatives de l'Iran pour développer ses missiles et ses armes non conventionnelles sont une source d'inquiétude permanente pour l'Etat hébreu qui considère toujours l'Iran comme une des menaces les plus sérieuses de la région. Rappelons qu'à partir de 1982, le Hezbollah libanais est en effet devenu le relais le plus actif de l'Iran dans le monde musulman. L'axe Damas-Téhéran a consacré le Liban comme « tremplin » de la

révolution iranienne au moment où ses tentatives pour l'exporter ne subissaient que des revers, non seulement dans les pays sunnites mobilisés contre le danger intégriste mais même chez des chiites comme ceux de l'Irak pour lesquels l'allégeance nationale l'emporte sur l'appartenance confessionnelle.

Actuellement le courant modéré de KHATAMI aborde le panislamisme à sa manière et accorde plus d'attention aux relations étatiques, délaissant apparemment les mouvements islamistes arabes, et incidemment le terrorisme d'état comme moyen d'action privilégié face à l'impérialisme occidentale et face à Israël. Dans son discours récent devant l'ONU, le président iranien a développé sa conception d'un « islam politique progressiste » et en a appelé au « dialogue des civilisations », ce qui semble accréditer la thèse d'un apaisement général des rivalités avec les pays arabes. Les relations irano-arabes dépendront aussi de l'évolution des pays arabes eux-mêmes et de l'évolution du conflit israélo-arabe. Néanmoins, il semble clair que pour KHATAMI, la priorité doit être donnée aux intérêts de la nation et non aux considérations idéologiques. Il s'agit là d'un véritable tournant car il marque un réajustement de la diplomatie de la République islamique et de ses ambitions comme puissance régionale, qui sans être abandonnées semblent plutôt être réorientées vers une ouverture. Les relations avec la Turquie attestent également de cette volonté d'apaisement.

2.3 Influence perse versus suprématie ottomane

N'appartenant véritablement ni au monde industrialisé ni au tiers monde, l'Iran et la Turquie présentent un certain nombre de caractéristiques communes relevant de deux catégories : non seulement ils n'ont jamais subi directement la colonisation, mais de plus ils sont héritiers d'empires qui ont dominé, durant des siècles les Balkans, l'Asie Mineure, la péninsule arabique et l'Afrique du Nord. L'évolution politique contemporaine des deux pays apparaît également très dissemblable : alors que la montée en puissance de l'Etat s'est structurée autour du vecteur religieux en Iran, entraînant la chute de la monarchie, elle a implosé dans la violence en Turquie, violence à laquelle mettra fin en 1980 l'armée, « gardienne de l'état » et « garante des institutions républicaines ». Aujourd'hui, les relations entre l'Iran et la Turquie continuent d'être placées sous le signe de l'ambiguïté car les

deux pays sont à la fois rivaux et partenaires. La question kurde fait partie des points de convergence entre les deux pays : en effet, la Turquie abrite plus de 10 millions de membres de la communauté kurde et l'Iran environ 5 millions. Actuellement, l'attention et les enjeux se polarisent surtout autour de l'Irak, troisième pays de la zone hébergeant une minorité kurde. Téhéran et Ankara s'accordent ainsi sur le maintien de l'intégrité territoriale au nord de l'Irak, par crainte de la propagation de l'indépendance kurde sur leur territoire, attitude qui par ailleurs n'excluait pas jusqu'à récemment un soutien indirect de Téhéran au PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan), condamné fermement par la Turquie. On se trouve de nouveau confronté ici à une constante de la diplomatie de la république Islamique, celle de l'ambivalence, qui altère encore aujourd'hui l'image toute entière du pays et qui pèsent lourdement sur l'aptitude iranienne à devenir une terre d'accueil pour les capitaux étrangers.

Cependant, l'enjeu le plus immédiat entre les deux pays reste celui des gisements pétroliers de la mer Caspienne. La question recouvre en réalité deux volets : l'exploitation des gisements et le tracé des futurs pipe-lines qui devraient acheminer le pétrole et le gaz vers les marchés internationaux. Sur le premier point, les turcs sont mieux lotis que les iraniens : ils sont politiquement plus proches de Bakou, et bénéficient en outre, des appuis Occidentaux. Sur la question de l'acheminement des produits énergétiques, l'Iran occupe une position plus centrale que la Turquie. Sa situation géographique exceptionnelle lui donne en effet les meilleures possibilités de transport vers les marchés internationaux, du pétrole et du gaz de la zone Caspienne, comprenant les nouveaux pays producteurs de l'Asie centrale et du Caucase. Trois options peuvent être envisagées dans la mise en place de cette « route » : soit elle doit passer par une Géorgie instable et largement sous tutelle russe, soit par le territoire arménien, ce qui ne convient ni à la Turquie, ni à l'Azerbaïdjan, soit par l'Iran, ce dont les américains ne veulent absolument pas. La politique de Washington favorise donc implicitement le tracé Bakou-Ceyhan¹⁰ au profit de la Turquie. Compte tenu de tous ces éléments, le camp KHATAMI a rapidement estimé qu'une amélioration des relations avec les Etats-Unis permettrait au pays de tirer le meilleur parti de ses ressources naturelles et de sa position

¹⁰ cf annexe 3, cartographie du Moyen-Orient.

géostratégique privilégiée. C'est donc à un esprit de détente « forcée » que se trouve peu ou prou contrainte la RII.

Mais ce qui indispose le plus l'Iran dans ses rapports avec la Turquie, c'est qu'Ankara soit politiquement très proche des Etats-Unis et surtout qu'elle coopère avec Israël, même si cette coopération est en grande partie due à l'insécurité que ressent la Turquie vis à vis de la Syrie, voire de l'axe Téhéran-Damas. Cette position de la Turquie contribue incontestablement à la permanence de frictions, de méfiances et d'ambiguïtés séculaires entre les deux puissances moyen-orientales, même si la complémentarité demeure assez forte entre les deux pays face au monde arabe et depuis la chute de l'URSS.

2.4 L'Iran, l'Asie Centrale et l'Afghanistan : les enjeux importants de la stabilité.

La priorité stratégique de l'Iran, aussi bien du temps du Chah que de l'imam KHOMEYNI, a toujours porté sur le Moyen-Orient et le Golfe persique. En proclamant, lors de la guerre avec l'Irak que « le chemin de Jérusalem passe par Kerbala » (la ville sainte du chiisme située en Irak), KHOMEYNI ne faisait que formuler cette priorité en termes idéologiques : la victoire de la révolution islamique au Moyen-Orient passait par la victoire sur l'Irak. Cette stratégie qui dressait l'Iran révolutionnaire contre une coalition arabe soutenue par les occidentaux, supposait qu'il n'y ait pas de second front du côté de l'URSS. Or, l'année même de la révolution islamique, l'Union soviétique envahissait l'Afghanistan, le 27 décembre 1979, et s'installait dans une longue guerre contre une guérilla musulmane. Face à ces événements, l'Iran fit un choix purement stratégique : conserver sa neutralité face aux russes. Le cessez-le-feu avec l'Irak (juillet 1988) et la guerre du golfe (1990-1991) consacrèrent le statu quo au Moyen-Orient, garanti par une forte présence militaire américaine dans le golfe. La voie de Jérusalem comme de Kerbala étaient fermées à la révolution islamique. En revanche, le retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan (février 1989), suivi de la chute de l'empire soviétique (automne 1991), ouvraient brusquement un vide au nord et à l'est de l'Iran. A l'origine, l'Iran a perçu cet effondrement non pas comme une occasion d'étendre son influence mais comme la perte d'un contrepoids utile aux Etats-Unis et un risque de

voir ses adversaires (Etats-Unis, Turquie) occuper le vide au Caucase et en Asie centrale.

Dans cette région de surcroît, l'Iran ne disposait pas des leviers qui lui avait permis de jouer un rôle au Moyen-Orient. Il n'y avait pas de communauté chiite en Asie centrale et comme en Afghanistan, le mouvement de renouveau religieux s'articulait autour d'un radicalisme sunnite, coordonné par les frères musulmans arabes. Du fait que ce militantisme islamique en Asie centrale était sunnite et largement influencé par les milieux pakistanais et saoudiens, les iraniens ont toujours craint, sans le dire, qu'une percée islamiste ne se fasse au profit de leurs rivaux turcs et arabes et n'accompagne paradoxalement une avancée américaine. Dans ce contexte défavorable, la République islamique a donc mené en Asie centrale une politique pragmatique, fondée sur l'intérêt national : pas d'ennemi dans son arrière cour et mieux vaut une présence russe (y compris militaire) qu'américaine.

2.5 L'axe russe, l'alliance de circonstance.

La politique iranienne a consisté à maintenir une liaison étroite avec la Russie et à tenter de convaincre les russes d'établir une sorte de cogestion russo-iranienne des crises au Caucase et en Asie centrale, afin de limiter la percée américaine et turque. Ainsi, sur la plupart des crises, sauf au Tadjikistan, Téhéran se retrouve du même côté que les russes. Dans le Caucase, les deux soutiennent plus ou moins discrètement l'Arménie (facilités douanières, prêts financiers), tout en entretenant de mauvais rapports avec l'Azerbaïdjan. En effet, l'Iran craint le rapprochement entre Ankara et Bakou, opéré en 1992, avec pour corollaire l'idée d'un grand Azerbaïdjan qui inclurait le nord-est de l'Iran, même si les azéris iraniens n'ont jamais exprimé de revendications autonomistes. En revanche, les iraniens disposent d'une vieille connexion arménienne : la population arménienne d'Iran, provenant de réfugiés fuyant l'empire ottoman, est loyale et bien sûr très anti-turque. D'autre part, Moscou et Téhéran ont défendu en commun et pendant longtemps le principe du condominium des pays riverains de la mer Caspienne, instauré par les traités russo-iraniens de 1921 et 1940, alors que l'Azerbaïdjan, soutenu par Ankara et Washington, prônait le partage selon les eaux territoriales. Les relations des deux

pays avec l'Ouzbékistan sont froides : Tachkent est même l'un des rares pays à soutenir les sanctions américaines à l'égard de Téhéran.

Au Tadjikistan, au cours de la guerre civile de 1992, la Russie a soutenu les « néo-communistes » et l'Iran les « islamo-nationalistes », mais tous deux s'accordent pour exclure aussi bien les Etats-Unis que l'Ouzbékistan du processus de règlement politique. Les discussions qui aboutissent à l'accord de paix de 1997 se déroulent ainsi en alternance à Moscou et à Téhéran. Enfin, toujours sur cette marche de l'est et du sud-est, après la montée en puissance des talibans à Kaboul à partir de 1994, la Russie et l'Iran soutiennent la coalition du nord, où se retrouvent Tadjik, Ouzbek et chiites contre le mouvement des talibans, pachtoune, violemment anti-chiite et soutenu par les pakistanais. Dernièrement, les iraniens sont également restés parfaitement silencieux durant la guerre en Tchétchénie, alors que les turcs soutenaient apparemment les tchétchènes.

Pendant longtemps, il y a donc bien eu une cohérence des alignements stratégiques qui s'est clairement dessinée. Russes et iraniens partageaient en gros la même vision de l'Asie centrale et du Caucase. Ils voient toujours aujourd'hui dans l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan deux têtes de pont potentielles de l'influence américaine, voire turque, ce qui est plus discutable. La défense du statut de la Caspienne visait par ailleurs à empêcher les états indépendants d'accorder des concessions sans contrôle aux occidentaux. Enfin russes et iraniens prônaient le développement de réseaux d'oléoducs et de gazoducs selon un axe nord-sud.

Mais cette politique iranienne se heurte actuellement à trois obstacles rédhibitoires.

D'une part, l'Iran a sous-estimé l'ampleur du nationalisme des nouvelles républiques, et leur volonté d'établir des relations bilatérales avec les occidentaux, notamment les américains. Des accords militaires ont ainsi été signés entre Washington, Tachkent et Alma-ata. Seul le Turkménistan s'est inscrit de fait dans la logique iranienne pour pouvoir exporter son gaz, suite à l'hypothèque afghane.

D'autre part, les russes n'ont jamais eu l'intention de laisser les iraniens jouer un rôle déterminant en Asie centrale. Surtout, l'influence russe est partout en déclin (la zone rouble a disparue) au profit d'une percée américaine. En 1998, les russes ont même accepté le principe du partage territorial de la Caspienne sans même en

informer leur allié iranien. En fait, les intérêts pétroliers des russes et des iraniens divergent : les premiers ont une vision économique et veulent participer au développement de la Caspienne comme partenaire des compagnies occidentales, les seconds ont une vision plus stratégique et veulent que les conduits d'hydrocarbures passent par chez eux. En tout état de cause et en dépit de ces attermolements conjoncturels, l'axe Moscou-Téhéran demeure une ligne de force, sur laquelle les deux pays comptent pour endiguer l'influence américaine et turque.

En effet, les efforts de l'Iran pour jouer un rôle géopolitique dans la région se heurtent toujours à la politique américaine de l'endiguement, incarné par la loi d'Amato, votée par le Congrès américain en 1996, qui menace de sanctions toute compagnie investissant plus de 20 milliards de dollars en Iran. Ce dernier point constitue incontestablement le point de blocage et d'échec au développement économique de la RII.

D'un point de vue stratégique, l'Iran n'a donc pas fait de percée significative en Asie centrale et au Caucase, avant tout parce qu'il n'a pas su établir de liens de confiance avec les poids lourds de la région (Ouzbékistan, Kazakhstan, Azerbaïdjan), parce que la carte russe ne s'est pas révélée payante et à cause de l'hostilité constante des Etats-Unis. En Afghanistan, le bilan est même totalement négatif, alors que la politique iranienne était en réalité très modérée. Ainsi, en 1998, l'Iran a été confronté au terrorisme d'état, avec le meurtre d'une dizaine de diplomates iraniens par les talibans dans la ville afghane de Mazar-i-sharif. La crise afghane a aussi envenimé les relations avec le Pakistan, pourtant assez étroites jusqu'ici. Le radicalisme sunnite qui occupe le devant de la scène est en effet profondément anti-chiite et anti-iranien. La montée de ce radicalisme, concomitante à l'assagissement de l'Iran pourrait néanmoins se traduire par un rapprochement du pays avec les Etats d'Asie centrale et de la Caspienne, d'autant plus que la position géographique de l'Iran, seul véritable débouché direct vers les mers chaudes, intéresse au plus point les nouvelles républiques. Pour réaliser cette ambition, l'Iran doit impérativement mettre fin au contentieux avec les Etats-Unis.

La République islamique d'Iran, à l'heure de la mondialisation et de la complexification des rapports internationaux, n'a finalement d'autres choix que le rétablissement de relations moins conflictuelles avec l'ensemble de ses voisins. Les impératifs économiques et la position privilégiée de corridor possible des hydrocarbures de la zone Caspienne impose au pays un réajustement politique vers une diplomatie moins ambivalente. En effet, face à Israël, soutenu à la fois par les Etats-Unis et la Turquie, dans un environnement de moins en moins favorables aux russes, et qui plus est confronté au radicalisme sunnite, l'Iran ne peut s'engager vers une autre voie que celle de la sagesse et de la normalisation. Elles ne constituent paradoxalement pas une forme de reniement du passé révolutionnaire, mais plutôt une forme de rupture avec la pensée unique d'un régime théocratique dur qui, semble-t-il, a désormais montré toutes ses limites, notamment dans la mise en œuvre d'une diplomatie régionale qui se voulait hégémonique.

III°-L'Iran, à la recherche d'une réhabilitation et d'une stature internationale.

La politique étrangère de la République islamique d'Iran au cours des dix dernières années se présente, à première vue, comme un projet volontariste et constant de réinsertion graduelle au sein du système international, marquée cependant par une oscillation permanente, dans la démarche de politique étrangère entre des initiatives gouvernementales plus ou moins aux normes des règles diplomatiques universellement admises, et l'expression d'une « identité » négative destinée pour l'essentiel à la consommation du monde musulman.

3.1 Les relations Iran-Europe : la diplomatie de l'ambivalence.

De l'ambivalence fondamentale précédemment citée, les trois phases que l'on peut distinguer dans l'évolution de la diplomatie iranienne vis-à-vis de l'union européenne portent la marque de façon patente.

La première étape, fondée sur une stratégie symbolique contrariée d'ouverture à l'Europe, date de la mort de l'Imam KHOMEYNI en 1989 et de l'impérieuse nécessité où était acculé le régime islamique de répondre aux attentes –à l'exigence- d'une population de 55 millions d'Iraniens pour la plus grande part démoralisés, affamés, éreintés par l'interminable saignée de la première guerre du Golfe. La « politique de reconstruction » mise en œuvre par les dirigeants iraniens, notamment M.RAFSANDJANI passait par un retour à la sphère internationale, ses pratiques et ses institutions, en vue de l'accès au libre marché et au commerce mondial. Ainsi, de 1989 à 1992, on allait assister de fait, à une expansion fantastique du commerce extérieur « civil » de l'Iran. Aux achats massifs d'armement tout azimut succéderont donc, non moins massives, des importations de denrées alimentaires de base, essentiellement à partir de l'Europe. La France se hissa d'ailleurs très vite au tout premier rang des fournisseurs de l'Iran, cependant que les ventes de pétrole brut iranien à la France se situaient de peu celles de l'Arabie Saoudite. Dans ce nouveau cadre économique, la place de la France dans les échanges extérieurs de l'Iran retrouvait peu à peu son niveau traditionnel dès 1991 (5^{ème} partenaire). Dans

le même temps, bien qu'entouré de régions en crise et de pays nucléaire ou du seuil (Russie, CEI, Pakistan, Inde), l'Iran semblait suivre une évolution étonnement sage, affichant volontiers en matière de politique étrangère des choix orientés vers les normes les plus acceptables. En 1991, l'Iran multipliera ainsi les initiatives pacifiques : accélération du règlement de paix avec l'Irak, condamnation de l'invasion du Koweït, proclamation de sa neutralité dans la seconde guerre du Golfe, proposition de mise en place d'un système de sécurité collective régional. L'Iran tendait ainsi à crédibiliser l'abandon définitif du dogme de l'exportation de la révolution. Mais à trois reprises, le retournement espéré de l'idéologie Khomeyniste devait être démentie par des gesticulations brutales annihilant les aspects constructifs des initiatives diplomatiques vertueuses : d'une part, la « fatwa » prononcée à l'encontre de l'auteur des « Versets sataniques » aboutit au rappel immédiat des ambassadeurs des douze membres de la CEE, isolant de nouveau l'Iran dans le concert international. D'autre part, l'assassinat de Chapour BAKHTIAR en août 1991 à Paris puis l'affaire du « Mykonos » (où fût dévoilé le rôle des commanditaires iraniens dans l'assassinat d'opposants kurdes à Berlin en 1992), sont venus attester de la persistance d'une réalité complexe, bivalente, devant impérativement conduire les partenaires officiels de l'Iran à mesurer le poids respectif, et des intérêts d'un Etat se voulant fréquentable, et d'une prégnante idéologie récurrente.

La seconde phase des relations entre la RII et l'Europe trouve sa place au lendemain des élections législatives de 1992, marquée par une nette victoire de la droite conservatrice et incidemment par un retour à la stricte orthodoxie Khomeyniste. L'Europe communautaire, posant le principe d'une concertation continue et cohérente avec l'Etat iranien en vue de le pousser à un comportement constructif sur des questions jugées fondamentales pour elle, adoptait alors une démarche baptisée de « dialogue critique », qui traduisait en fait la préoccupation que continuait de susciter l'ambiguïté de la politique de Téhéran. En dépit de relations économiques peu affectées par les atermoiements iraniens, l'Europe se révélait surtout embarrassée par la réaffirmation rituelle de l'irrévocabilité de la « fatwa ». Par le dialogue critique, les européens entendaient obtenir des dirigeants iraniens, en préalable à la normalisation des relations politiques, des

éclaircissements et des justifications, voire des modifications de la politique iranienne, et ce, dans cinq domaines précis : droits de l'homme ; non prolifération et contrôle des armes de destruction massive ; terrorisme ; processus de paix au Proche-Orient et suppression de la « fatwa ». De 1992 à 1996, le dialogue fonctionna tant bien que mal avec une fréquence à peu près régulière, et des résultats modestes : intercession sur des cas humanitaires (intellectuels iraniens, membres des minorités) ou encore défense des ressortissants (écoles, visas, séjour...). Le processus continu de dialogue devait être cependant brutalement interrompu en avril 1997, lorsque le tribunal de Berlin rendit son jugement dans l'affaire du « Mykonos », procès qui mit cruellement en lumière non seulement le caractère politique des assassinats perpétrés mais aussi la responsabilité de l'appareil d'état iranien. Les révélations de ces faits furent à l'origine de la plus grave crise intervenue entre les pays européens et l'Iran depuis la mort de l'ayatollah KHOMEYNI, avec le rappel des ambassadeurs des Quinze dès l'énoncé du verdict. Les gouvernements européens solidaires avaient choisi la fermeté et administraient ainsi la preuve de leur capacité de « réaction critique », conscients cependant des incidences en politique intérieure d'une telle décision, plus à même de servir les conservateurs du régime que les réformistes.

La troisième phase des relations entre l'Europe communautaire et la RII s'inscrit dans le contexte politique nouveau apparu en 1997 et confirmé en 2000 par la prééminence au moins électorale du mouvement Khatamiste. Le processus de normalisation a été relancé. Le terme de « dialogue critique », jugé discriminatoire par les iraniens, est désormais abandonné, pour faire place à la notion de « dialogue global » (comprehensive and substantive talks). Parallèlement, le président KHATAMI développait sa notion de « dialogue de civilisation », sur le ton de la modération et de l'ouverture. Surtout, les officiels iraniens se sont désormais dissociés de la « fatwa » lancée en 1989 par l'ayatollah KHOMEYNI. Cette prise de position constitue une porte ouverte à la normalisation complète des relations diplomatiques entre l'Union Européenne et l'Iran.

Se dissociant depuis dix ans de la politique d'endiguement prônée par les Etats-Unis, l'Europe communautaire a donc cherché davantage à aider l'Iran à s'engager

sur la voie de l'ouverture et de l'échange. Ainsi, l'Europe est aujourd'hui le premier partenaire commercial de L'Iran avec 46% de ses échanges extérieurs. Elle doit néanmoins être consciente que la réforme politique et économique voulue par le président KHATAMI ne prendra jamais la forme d'un processus linéaire et qu'il convient également de ne pas trop personnaliser le soutien que l'on apporte au changement en Iran. Il s'agit bien de ne pas compromettre la crédibilité de son héraut du jour, Mohammad KHATAMI, en faisant de lui l'homme l'occident car ce serait le plus mauvais service que l'on pourrait rendre à l'ouverture, peut-être inéluctable du pays.

3.2 Etats-Unis versus Iran : l'impératif nécessité du dialogue.

Depuis la révolution islamique et la prise d'otage en 1979 du personnel de l'ambassade américaine à Téhéran, les relations irano-américaines ne sont pas redevenues normales. En 1996, la loi d'Amato a interdit aux compagnies étrangères toutes transactions commerciales au-delà de 20 millions de dollars avec l'Iran, sous peine de sanctions américaines. Les Etats-Unis favorisent également aujourd'hui un projet d'oléoduc concurrent, via la Turquie, pour évacuer les hydrocarbures de la zone Caspienne, même si c'est un tracé coûteux, qui traverse le Haut Karabakh et le Kurdistan turc, zones historiquement instables.

La présence désormais incontournable des Etats-Unis dans le Golfe a donc peu à peu contraint l'Iran à plus de pragmatisme dans son approche vis-à-vis des américains. En effet, tant que les relations avec les Etats-Unis resteront lettre morte, l'investissement international en Iran, avec l'aide de la banque mondiale et du FMI sera bloqué.

Pendant la guerre froide et du fait de sa position géostratégique et de ses ressources pétrolières, l'Iran a constitué pour les Etats-Unis un élément essentiel du dispositif d'endiguement de l'URSS et l'un des garants de la stabilité dans le golfe. Nous avons donc réuni aujourd'hui deux facteurs qui plaident pour un retour au dialogue constructif entre les deux pays : d'une part, une RII qui vit dans une situation de blocage économique pesante et de moins en moins supportable et d'autre part une superpuissance américaine qui entend stabiliser cette région sensible, qui fournit un cinquième de son approvisionnement en pétrole et 50% des

besoins de l'Europe, et qui apparaît pour nombre d'observateurs comme le pivot de la géostratégie du golfe.

Force est de constater cependant que l'hostilité américaine à l'égard de l'Iran reste très forte, les Etats-Unis ne pouvant pas oublier la prise d'otages de 1979-1981 (444 jours), et le cynisme avec lequel Téhéran a retardé leur libération. « L'irangate » (1985-1986 : vente d'armement US à l'Iran pour favoriser l'émergence des modérés) pèse également encore lourdement dans les consciences outre atlantique : il est désormais largement admis que l'Iran a cherché à embarrasser et à humilier les représentants de l'administration Reagan. A contrario, les politiques mises en œuvre jusqu'ici par les américains pour persuader les leaders iraniens de renoncer à leurs visées agressives n'ont eu que peu d'effet. Les européens ont non seulement refusé de souscrire à une politique d'enfermement et de pressions économiques, mais ils ont aussi réagi avec vigueur aux prétentions extraterritoriales de la législation américaine. Les gouvernements arabes, eux aussi, et même ceux qui coopèrent avec les forces américaines pour assurer la stabilité et la sécurité dans le Golfe, s'inquiètent du climat de tensions et de suspicions qui caractérisent les relations américano-iraniennes.

Dans ce contexte, la présidence de M. KHATAMI a été ressentie à Washington, comme un événement très important. Elu avec 70% des voix et une participation électorale de 83%, il s'est inscrit dans un processus électoral intéressant pour les Etats-Unis, dans la mesure où il n'était pas le candidat des autorités cléricales et des conservateurs du régime. Très significatif également, il dispose du soutien des jeunes, des femmes et d'un grand nombre d'iraniens, facteur qui constitue la promesse d'une société plus ouverte et implicitement pour Washington, l'espoir d'une rupture enfin consommée avec l'idéologie Khomeyniste. Aussi, l'année 1998 a apporté des éléments nouveaux, allant dans le sens d'une normalisation. L'interview de M. KHATAMI à la CNN, en janvier 1998, a indiqué la volonté iranienne de trouver un modus vivendi avec les Etats-Unis. Mais c'est sans doute du côté américain que l'évolution a été la plus marquante. Les attentats américains de Nairobi et Dar es-Salaam en août 1998, et plus récemment encore l'attaque contre la Navy perpétrée à Aden, ont montré que le terrorisme islamique avait changé de nature et renvoyait aujourd'hui à des groupes sunnites radicaux, qui sont tout autant anti-américains

qu'anti-iraniens. Liés à des alliés américains (Pakistan et Arabie Saoudite) et réfugiés en Afghanistan, ces groupes se sont radicalisés après la guerre du Golfe et l'échec du processus de paix au Moyen-Orient. La concomitance entre l'attentat contre les ambassades ou les forces américaines et le massacre de diplomates iraniens lors de la prise de la ville afghane de Mazar-i Sharif a montré que quelque part, américains et iraniens ont désormais les mêmes ennemis. De plus, alors que les premiers accusaient l'Iran de soutenir le terrorisme et de développer les armes de destruction massives, c'est au Pakistan que l'on trouve aujourd'hui les réseaux terroristes et une « bombe islamique ».

Face à ce contexte de décrispation progressive, Madeleine ALBRIGHT déclarait en juin 1998 les Etats-Unis prêts à s'engager sous condition de réciprocité dans un processus de normalisation des relations avec l'Iran. Le renoncement aux sanctions prévues par la loi d'Amato en faveur des compagnies pétrolières Total, Petronas et Gazprom et concernant le contrat d'exploitation de gaz off shore de « South Pars », était, il est vrai, le signal que d'autres contrats bénéficieraient de la même tolérance. Les membres du congrès ont, en effet, de plus en plus le sentiment que les sanctions unilatérales ont été utilisées jusqu'ici trop souvent et sans discernement et qu'elles ne sont pas le meilleur moyen qu'a la politique étrangère de défendre les intérêts américains. Le manque à gagner à l'exportation des sociétés américaines est en effet évalué, chaque année du fait de la loi, entre 5 et 20 millions de dollars. Dans ces conditions, la nécessité de poursuivre dans la voie de la normalisation des relations américano-iraniennes devient de plus en plus évidente. L'Iran, dont la population dépasse 60 millions d'habitants est une grande nation, trop importante stratégiquement pour être ignorée ou demeurée isolée.

Est-on pour autant à la veille d'une redistribution générale des cartes, qui verrait un rapprochement spectaculaire entre l'Iran et les Etats-Unis ? C'est peu probable. Le rapprochement entre iraniens et américains prendra du temps. Les Etats-Unis ne souhaitent pas que le pétrole de la Caspienne passe par l'Iran pour des raisons qui n'ont pas forcément à voir avec le régime islamique : ils ne veulent pas renforcer le rôle du Golfe Persique dans l'équation pétrolière mondiale et veulent diversifier les sorties. L'Iran doit donc d'abord s'atteler à obtenir une mise en sommeil des sanctions qui le pénalise financièrement et faire les gestes qui prouveront au monde, de façon claire et sans ambiguïté, que le pays est fermement opposé à

toutes formes de terrorisme. La dyarchie au sommet de l'Etat et les rivalités sociales et politiques qu'elle induit constituent dans ce cadre un frein majeur à l'évolution souhaitable du pays, même si les mentalités semblent évoluer dans le sens d'une plus grande tolérance.

Le jeu diplomatique des Etats-Unis et de l'union européenne autour de l'Iran traduit en réalité deux conceptions diamétralement opposées : partisans d'un dialogue critique, les gouvernements européens s'opposent pleinement aux volontés américaines d'embargo total sur la république islamique. La rivalité est à la fois d'ordre économique et politique dans la mesure où certains observateurs commencent à vanter ouvertement le pays comme pôle de stabilité solide au sein d'une région en proie à de nombreux conflits. En réalité, le dialogue avec les Etats-Unis dépend plus que jamais, soit d'une initiative américaine sur les sanctions, soit d'une initiative iranienne envers Israël, les deux étant somme toute peu probables à très court terme. Cette position accentue implicitement et incontestablement la marge de manœuvre des européens pour exploiter leur notion de « dialogue global ». Mais dans un cas comme dans l'autre, c'est la politique intérieure de l'Iran qui reste encore aujourd'hui l'élément clé dans le rapprochement du pays avec les puissances américaine et européenne.

CONCLUSION

L'Iran s'apprête à élire un nouveau président en juin 2001 et M.KHATAMI a dressé le 11 mars, devant le parlement, un bilan positif de ses quatre années de mandat à la présidence : « ce que nous avons accompli est un pas en avant, et, malgré toutes les difficultés, je demeure au service du peuple », confirmant implicitement sa candidature. Il a notamment cité, parmi ces progrès, l'ouverture sur le plan diplomatique, le renforcement du rial, la monnaie iranienne, la lutte contre l'inflation et la création de 400 000 emplois. Enfin, il a tracé ce que pourrait être l'avenir du pays : « l'avenir sera assuré par un processus continu de réformes, avec calme, modération et sagesse, et sur la base des valeurs et des références du régime islamique ». Cette déclaration traduit à elle seule toute l'ambivalence du régime, contraint de s'ouvrir pour répondre aux défis économiques mais également soumis à la pression continue des conservateurs du régime qui n'entendent pas abandonner si facilement et leurs prérogatives et les lois de l'Islam.

Dans ce contexte politique lourd d'ambiguïtés, où justice et médias restent concentrés aux mains du guide de la révolution, le peuple n'est pas forcément prêt à verser son sang pour préserver les acquis de l'ouverture khatamiste. Deux révolutions pour une même génération, c'est probablement une de trop. Muni d'un mandat qu'il doit autant aux partisans d'un Iran laïcisé qu'aux adeptes d'une théocratie éclairée, le président KHATAMI n'en finit donc plus d'explorer cette question de cours : la République islamique peut-elle survivre à sa métamorphose et comment sortir sans heurt d'une révolution religieuse ? Le salut reposera peut-être sur le renouvellement sociologique –les jeunes et les femmes– et la distanciation croissante du clergé en rapport aux exactions des plus conservateurs. Mais il est tout autant à rechercher dans un nouvel essor économique, lui-même indissociable d'une réhabilitation internationale. On le voit, l'alchimie est complexe et le pari difficile. Néanmoins, l'Iran sait que l'on ne sort généralement de l'ambiguïté qu'à son détriment, et qu'il est désormais temps de tourner la page pour recouvrer la place géopolitique qui a été longtemps la sienne dans l'Orient compliqué comme sur la scène internationale.

Orientations BiBliographiques

OUVRAGES :

BAYART (Jean-François), **ROY** (Olivier), **TOUSSI** (Hossein), -L'Iran entre deux crises- Ministère des Affaires Etrangères. Bulletin du centre d'analyse et de prévention n°73/ 2000 p 141-168.

KHOSROKHOVAR (Farha), **ROY** (Olivier), -Iran, comment sortir d'une révolution religieuse- Paris, Seuil 1999, 282 p.

HOURCADE (Bernard), **RICHARD** (Yann), **BIGARD** (Jean-Pierre), -L'Iran au XX^e siècle- Paris, Fayard 1996.

ADELKHAH (Fariba), -L'Iran dans le Golfe- Etude du CERI, n°53, Paris, mai 1999.

PERIODIQUES :

« Iran, révolution » in Le dessous des cartes n°26, juin 2000.

« Réformes en Iran » in Le Monde diplomatique, mars 2000.

« La révolution iranienne, vingt ans après » in Politique Etrangère, n°1/2000 (ANSARI Ali).

« Aperçu sur l'Iran » in Défense Nationale n°11, novembre 2000 (MARCHAT Philippe).

« Les Etats-Unis et l'Iran : des relations complexes » in Défense Nationale, n°86 décembre 1999.

« Les Talibans au cœur de la déstabilisation régionale » in Le Monde diplomatique, novembre 1999.

« Demain, un Iran laïque » in PANORAMIQUES, n°43, 1999.

« L'Iran » in Géopolitique n°64, Janvier 1999.

« Jeux de pouvoir à Téhéran » in Politique Internationale, n° (BAYART Jean-François).

« En Iran, islam contre islam » in Le Monde diplomatique, octobre 1998.

« L'enjeu iranien » in Le Monde diplomatique, juin 1998.

« La révolution iranienne à l'heure des réformes » in Le Monde diplomatique, janvier 1998.

« L'Iran en transition » in Dossier d'Actualité Mondiale n°813, La Documentation française, Paris, décembre 1998.

ANNEXES

-ANNEXE 1 : Les Institutions de la République Islamique.

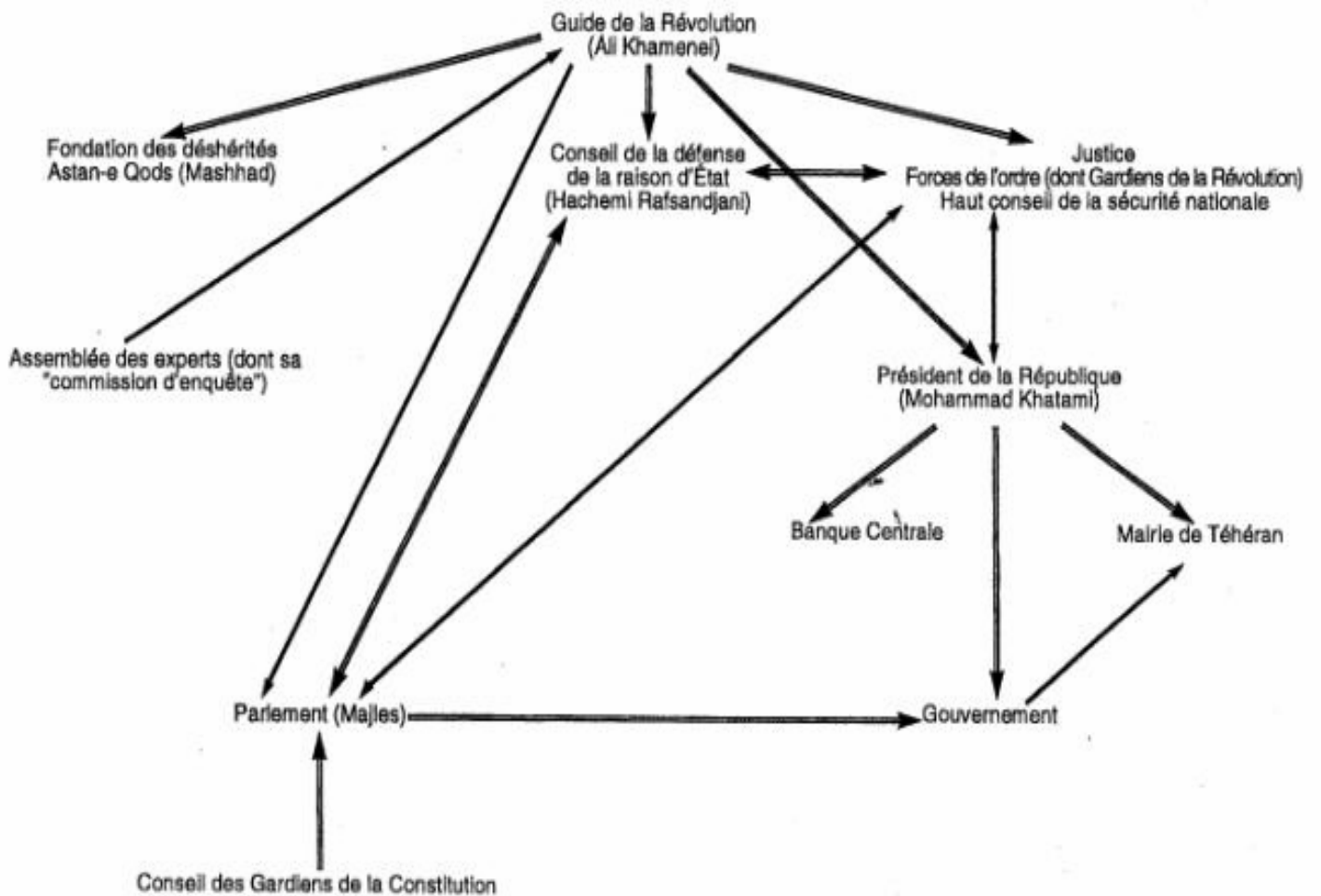
-ANNEXE 2 : Les principales forces politiques en RII.

-ANNEXE 3 : Cartographie du Moyen-Orient.

-ANNEXE 4 : Histoire politique de l'IRAN.

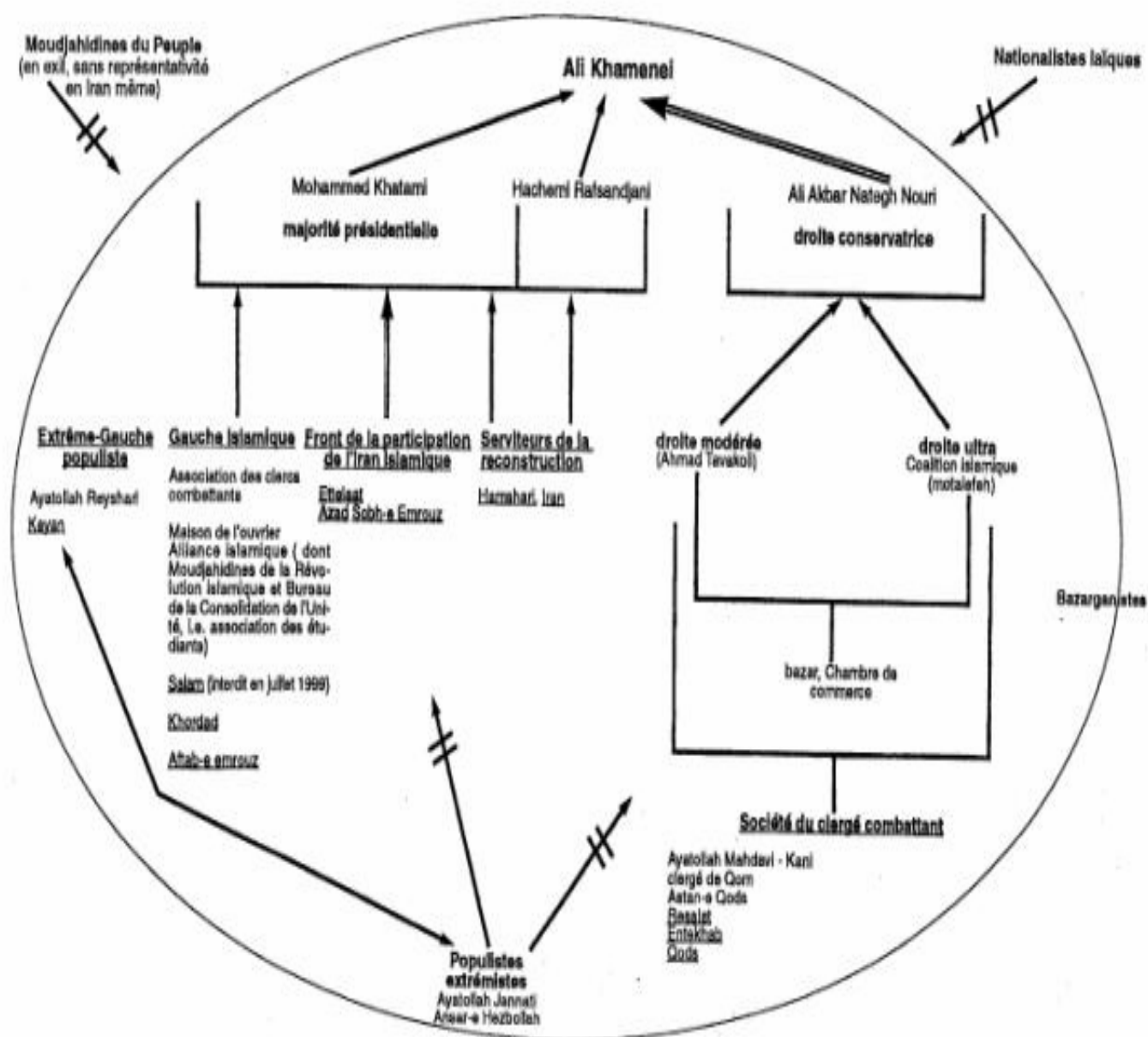
Annexe 1:

Les institutions de la république islamique: un pouvoir collégiale, un équilibre homéostatique



Annexe 2:

Les principales forces politiques en République islamique, la fluidité d'un système factionnel dont la lisibilité est de plus en plus brouillée par la montée en puissance des élus indépendants, depuis les législatives de 1996



ANNEXE 3

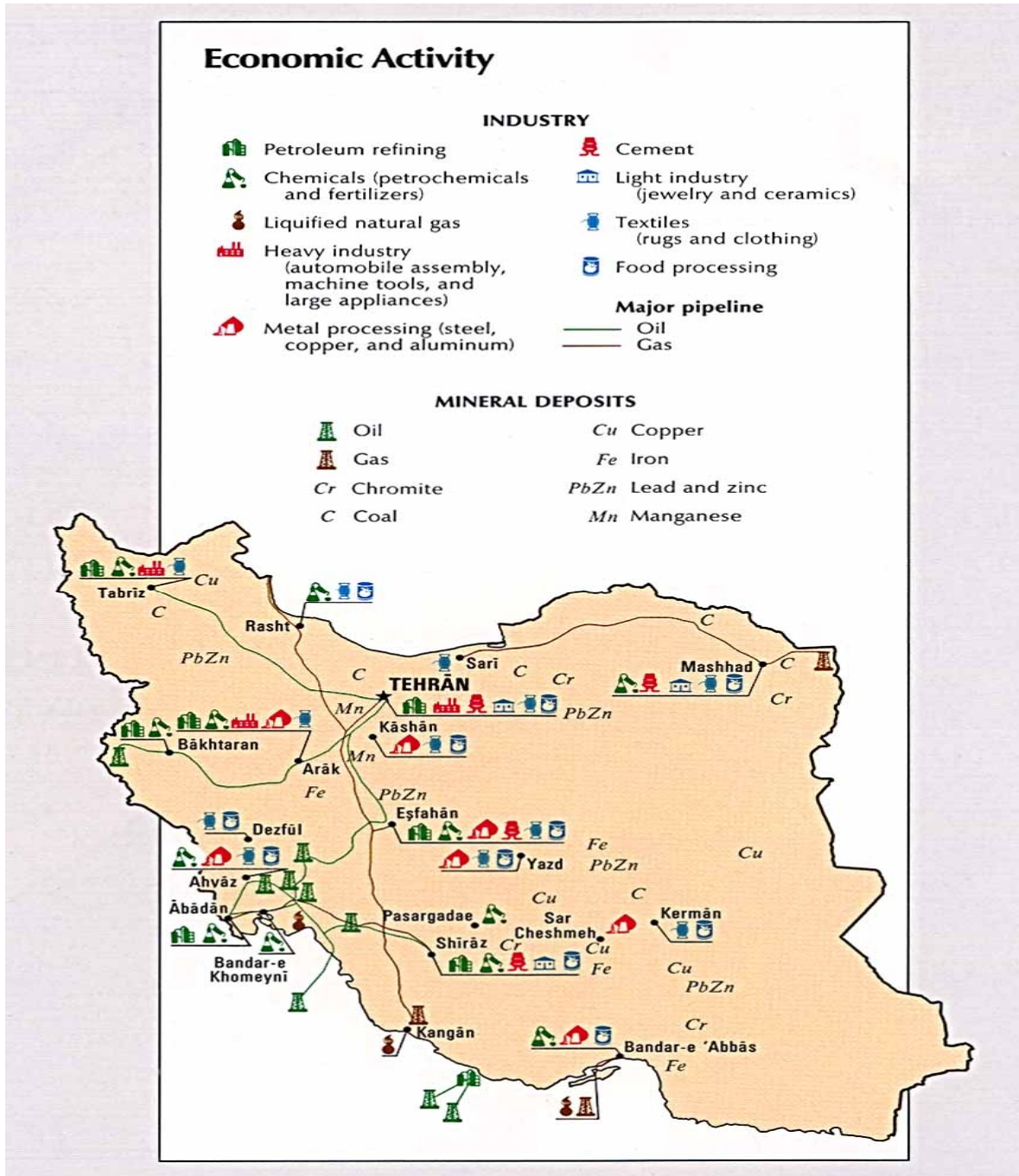
CARTOGRAPHIE GENERALE DU MOYEN-ORIENT



CARTOGRAPHIE DE L'IRAN



Economie de l'IRAN



ANNEXE 4

IRAN : Histoire politique

